



Redonnons la priorité au travail

pour regagner un avenir économique et social

non au déclin, non à l'euro cher, non à l'austérité, non au creusement des inégalités

■ Puisque les élites en place n'ont plus ni énergie ni ambition

Les acteurs privés de l'économie ne s'inscrivent plus dans une logique de développement : ils s'endorment sur leurs acquis, bercés par une idéologie libérale dominante qui leur donne bonne conscience. Ils choisissent la facilité et fuient dans des délocalisations systématiques et des mouvements de capitaux compulsifs. Ils dilapident l'héritage économique et sacrifient tout à la rentabilité à court terme, sans stratégie d'innovation ou de conquête de marchés, sans vision d'avenir.

■ Puisque l'euro cher ne profite qu'aux citoyens très aisés

Sous le prétexte trompeur d'une lutte sévère contre l'inflation qui profiterait à tous, la politique de l'euro cher détruit le pouvoir d'achat du plus grand nombre, en cassant la croissance, en limitant les capacités de désendettement et en comprimant les salaires. L'euro cher ne protège en réalité que la valeur de la fortune des grands possédants.

■ Puisque la fiscalité est de plus en plus injuste

Il nous faut sortir de la contradiction entre les avantages fiscaux et les exonérations de charge accordés aux plus fortunés et l'ampleur des besoins de collecte d'argent public pour couvrir la dette sociale ou promouvoir les services publics.

■ Réinvestissons nous-mêmes dans l'emploi industriel

L'Etat est légitime pour intervenir dans l'économie, voire nationaliser, afin de relancer l'investissement à long terme, sur le territoire national, dans les secteurs vraiment moteurs de croissance, et notamment dans l'industrie. Le développement d'un fonds souverain d'industrialisation est un moyen pour se donner de nouvelles marges de manoeuvre. Des fonds d'épargne populaire à pilotage public peuvent le financer. Il faut dans le même temps favoriser les sociétés coopératives.

■ Exigeons une politique monétaire moins pénalisante

Les Etats européens peuvent se mettre très majoritairement et très rapidement d'accord entre eux pour annuler la surévaluation de l'euro, ou pour passer d'une monnaie unique à une monnaie commune, plus respectueuse de la souveraineté des peuples sur leur politique monétaire.

■ Instaurons une réelle taxation des revenus non issus du travail

Il faut mettre un terme aux privilèges dont jouissent en matière d'impôts les revenus qui ne sont pas le fruit d'un travail mais ne sont dus qu'à la naissance, à la spéculation financière ou à des transactions immobilières. Il faut taxer davantage la rente et le patrimoine, notamment par l'imposition des grosses successions, des retraites chapeaux et des rémunérations abusives. L'équilibre entre contributions et cotisations sociales doit aussi être revu, pour favoriser les revenus du travail sur ceux de la rente.

avec Jean-Pierre Chevènement
Portons le Programme de Salut Public

Mouvement Républicain et Citoyen

Pour en savoir plus - Pour s'engager - Pour soutenir

www.mrc-france.org ou adresser ses coordonnées

à Mouvement Républicain et Citoyen -Siège national : 3 avenue de Corbéra - 75012 PARIS

Prénom : NOM :

Adresse postale :

Courriel :